



## REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

N° D2024/25 7. Finances locales – 7.5. Subventions – 7.5.1 Demandes

### DEMANDE D'UNE SUBVENTION AUPRES DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS DANS LE CADRE DU PROJET DE REQUALIFICATION ET DE RENOVATION DU SQUARE LEON BLUM A BOULOGNE-BILLANCOURT

#### LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS SEINE OUEST

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5219-5 ;

**VU** la délibération du conseil de territoire n° C2020/07/07 du 10 juillet 2020 accordant délégation au Président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest pour demander à tout organisme financier l'attribution de subventions pour tout projet ou action relevant des compétences de l'établissement public territorial ;

**VU** l'arrêté n° A2023/14 du 20 avril 2023 portant délégation de signature à Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Vice-président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest pour demander à tout organisme financier l'attribution de subventions pour tout projet ou action relevant des compétences de l'établissement public territorial au titre des affaires relevant notamment des espaces verts ;

**CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification et de rénovation du square Léon Blum à Boulogne-Billancourt, l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest souhaite solliciter auprès de la Métropole du Grand Paris une subvention au taux le plus élevé possible ;

#### DECIDE

**ARTICLE 1** : L'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest sollicite auprès de la Métropole du Grand Paris une subvention au taux le plus élevé possible dans le cadre du projet de requalification et de rénovation du square Léon Blum à Boulogne-Billancourt.

**ARTICLE 2** : L'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest prendra en charge la part non-couverte par ladite subvention.

**ARTICLE 3** : Les mouvements financiers correspondants seront imputés aux chapitres 13 (subventions d'investissement) et 21 (immobilisations corporelles) du budget principal de l'établissement public territorial.

**ARTICLE 4** : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut

Accusé de réception en préfecture  
092-200057974-20240131-D2024-25-AU  
Date de télétransmission : 14/02/2024  
Date de réception préfecture : 14/02/2024

également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest est chargé de l'application de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine ;
- Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Boulogne-Billancourt ;
- Monsieur le Président de la Métropole du Grand Paris.

Fait à Meudon, le 31 janvier 2024

Pour le Président et par délégation,



*Bernard Gauducheau*

**Bernard GAUDUCHEAU**

Vice-président en charge de la Voirie, des  
Espaces Publics et des Espaces Verts  
Maire de Vanves  
Conseiller régional d'Île-de-France